



Vers un accord de libre-échange avec l'Argentine

Emmenés par la Présidente de la Confédération Doris Leuthard, d'éminents représentants de l'économie se sont rendus en Argentine du 17 au 19 avril. Le grand intérêt des entreprises suisses pour ce pays d'Amérique du sud tient à deux raisons: premièrement, les récentes réformes économiques ont sensiblement amélioré les conditions générales. Deuxièmement, des négociations démarrent au mois de juin en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange entre l'AELE et le Mercosur, que l'Argentine préside actuellement.

L'économie piétine toujours en Argentine, un pays aux prises avec des problèmes structurels qui place le gouvernement du président Mauricio Macri face à de gros défis. Au cours des quatre dernières années, les entreprises n'ont guère investi en Argentine, l'incertitude était trop grande. Le gouvernement de Cristina Kirchner a tenté de combler l'absence d'investissements pourtant nécessaires par des dépenses de consommation généreuses. Cette politique a mis à mal les finances publiques et fait subir à la population une inflation très élevée (44% en 2016).

Sur le plan conjoncturel, l'Argentine pâtit du recul de la demande brésilienne, son principal partenaire commercial. À cela s'ajoutent des prix des matières premières bas, un frein supplémentaire pour l'économie argentine depuis 2011. La politique monétaire restrictive introduite pour combattre l'inflation n'a pas aidé, au contraire. La consommation indigène est faible et la population a perdu confiance, ce qui pèse également sur la conjoncture.

La délégation suisse a pu discuter de différentes préoccupations communes avec le président Mauricio Macri et sept ministres. Ce faisant, les deux parties ont souligné à plusieurs reprises leur grand intérêt pour un accord de libre-échange. D'autres réformes visant à améliorer l'attrait du pays pour les investisseurs indigènes et étrangers, également importantes pour l'économie, sont au sommet de la liste des priorités du gouvernement argentin.

Les participants au voyage ont pu constater le net besoin de rattrapage du côté des infrastructures. Cet aspect est important pour les entreprises helvétiques, car il peut en résulter des projets intéressants. Pour l'heure, la marge de manœuvre politique du gouvernement argentin est faible. En effet, Mauricio Macri doit commencer par équilibrer un budget largement déficitaire, de sorte qu'il ne dispose pas des ressources nécessaires pour d'autres investissements – il devrait au contraire réduire les dépenses. Cela dit, le président ne dispose pas actuellement de la majorité requise pour faire passer des coupes urgentes et des élections de mi-mandat auront lieu en novembre.

La situation reste donc difficile en Argentine. Aux yeux d'économistes suisses, qui a organisé la délégation, la mission a néanmoins été un succès. Les représentants de l'économie suisse ont apprécié l'ouverture des représentants du gouvernement argentin à l'égard de propositions d'amélioration – en ce qui concerne les formalités douanières, les appels d'offres publics ou des possibilités relatives à des assurances modernes sur des projets à long terme. Cela faisait longtemps qu'une délégation économique suisse ne s'était pas rendue dans ce pays d'Amérique latine et il a valu la peine de renouer le contact. Les milieux économiques peuvent à tout le moins affirmer clairement leurs espoirs quant à la conclusion d'un accord de libre-échange et à une stabilisation de l'économie argentine.

[**Accès direct aux marchés mondiaux**](#)



En tant que nation exportatrice, la Suisse a besoin d'un accès facilité aux marchés étrangers. Accords de libre-échange et accords bilatéraux fixent le meilleur cadre possible à cet égard.